

Accord national interprofessionnel

**RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(15 mars 1988)**

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

*(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)*

**AVENANT DU 30 SEPTEMBRE 2008
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961**

NOR : ASET0851186M

Suite à la recodification du code du travail, des modifications sont apportées aux délibérations 13 B et 22 B prises pour l'application de l'accord du 8 décembre 1961.

Délibération 13 B

L'intitulé est désormais le suivant : « Créateurs d'entreprises recevant une aide dans le cadre de l'article L. 5141-1 du code du travail. »

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 351-24 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5141-1 du code du travail ».

Délibération 22 B

Le chapitre III est modifié comme suit :

L'intitulé est désormais le suivant : « Bénéficiaires de congés de conversion ».

Le 1^{er} alinéa est remplacé par le texte suivant : « Sont concernés par la présente délibération les bénéficiaires des congés de conversion institués par l'article R. 5111-2 (4°) du code du travail, dans les cas où l'Etat n'intervient pas dans la prise en charge des cotisations de retraite complémentaire.

Ceux de ces salariés qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, relèvent du régime ARRCO, peuvent obtenir des points de retraite pendant la durée de ce congé en contrepartie du versement des cotisations. »

Les alinéas 2, 3 et 4, qui deviennent les alinéas 3, 4 et 5, sont inchangés.

Le chapitre IV, relatif aux salariés en congé parental d'éducation, en congé de présence parentale, en congé de solidarité familiale ou en congé de soutien familial, est modifié comme suit :

Le premier paragraphe est désormais libellé comme suit :

« Les bénéficiaires :

- d'un congé parental d'éducation visé à l'article L. 1225-47 du code du travail ;
- ou d'un congé de présence parentale visé à l'article L. 1225-62 de ce même code ;
- ou d'un congé de solidarité familiale visé aux articles L. 3142-16 et suivants dudit code ;
- ou d'un congé de soutien familial visé à l'article L. 3124-22 dudit code, qui, lorsqu'ils accèdent... (le reste est sans changement) ».

Le chapitre VI, relatif aux bénéficiaires des conventions du FNE d'aide au passage à temps partiel, est modifié comme suit :

- au 1^{er} alinéa, « l'article R. 322-7-1 du code du travail » est remplacé par « l'article R. 5123-40 du code du travail ».

Le chapitre XI, relatif aux organismes auto-assurés en matière de chômage, est modifié comme suit :

- au 1^{er} alinéa, « l'article L. 351-12 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5424-1 du code du travail ».

Le chapitre XV, relatif aux bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité, est modifié comme suit :

- au 1^{er} alinéa, « l'article L. 321-4-3 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 1233-71 du code du travail » et « l'article L. 320-2-1 dudit code » est remplacé par « l'article L. 1233-77 dudit code ».

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO ;

CGT.